

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard Georges Sand
36 000 CHATEAUROUX

Orléans, le 12/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



LOULERGUE Bernard

Les Touches
36230 NEUVY ST SEPULCHRE

Références : VAT 2022 0252

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement LOULERGUE Bernard implanté Les Touches 36230 NEUVY ST SEPULCHRE. L'inspection a été annoncée le 15/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOULERGUE Bernard
- Les Touches 36230 NEUVY ST SEPULCHRE
- Code AIOT dans GUN : 0010002814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'autorisation d'exploiter de la carrière porte sur les terrains représentant une superficie totale de 6 ha 97 a 97 ca, situés de part et d'autre de la RD 990 aux lieux-dits "Les Touches" et "La Couture" sur le territoire de la commune de Neuvy-Saint-Sépulchre.

Le site est soumis à autorisation sous la rubrique 2510-1 : exploitation de carrière.

L'extraction est réalisée à sec par un engin de travaux publics (pelle hydraulique). Le matériau extrait est de l'argile destinée principalement à l'approvisionnement de la briqueterie (briques creuses, carreaux de sol ou destiné à un usage environnemental pour son étanchéité) se situe à quelques mètres de la carrière. Il n'y avait pas d'activité sur le site le jour de la visite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Garanties financières
- L'exploitation de l'installation : extraction, phasage, bornages, clôture, schéma d'exploitation 2021.
- Rejet : poussière et air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Extraction	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-4-D	/	Sans objet
Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-6	/	Sans objet
Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-7-B-a	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article II	/	Sans objet
Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article II	/	Sans objet
Déclaration des incidents et accidents	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article II-3	/	Sans objet
Bornage	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-1-B	/	Sans objet
Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article IIIII-5	/	Sans objet
Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-5	/	Sans objet
Remblayage	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-7-C-b	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article II
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées. L'exploitation est menée en 6 périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). (Voir valeur dans l'AP)
Constats : Conforme
Observations : Les valeurs S1, S2 et S3 transmises par l'exploitant pour l'année 2021 sont nettement inférieures à celles de l'arrêté d'autorisation du 23/04/2007. Lors de l'inspection sur le site, seule une petite partie de parcelle As 44 est en cours d'exploitation. Aucun engin, aucune plateforme et aucune infrastructure ne sont en présents sur ce site. Pour rappel, les valeurs S1, S2 et S3 sont : - S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement. - S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état. - S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Renouvellement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article II
Thème(s) : Risques chroniques, Renouvellement GF
Prescription contrôlée : Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit où d'une entreprise d'assurance. L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance ou en cas d'évolution de l'indice TPO1 justifiant de leur actualisation. Une copie de ce document sera également transmise à l'inspection des installations classées.
Constats : Conforme
Observations : L'organisme la Caisse des Dépôts a transmis à l'exploitant le 19 avril 2022 un relevé de compte. La dernière attestation de garantie financière datait du 15 mai 2017 pour une période du 15 mai 2017 au 15 mai 2019. L'exploitant précise recevoir uniquement des relevés de comptes chaque année malgré ses demandes auprès de l'organisme. Suite à un échange téléphonique avec la Caisse des Dépôts, l'inspection a reçu le 4 mai 2022 l'attestation des garanties financières pour la période du 29 avril 2019 au 28 avril 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration des incidents et accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article II-3
Thème(s) : Risques chroniques, Incidents – accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les incidents ou accidents survenus du fait de l'exploitation de la carrière qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Titre 1 ^{er} , Livre V du code de l'environnement. En cas d'incident ou d'accident, l'exploitant précisera les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement. L'exploitant détermine les mesures envisagées pour éviter le renouvellement de l'accident ou de l'incident compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : RAS
Observations : Aucun incident et aucun accident sur ce site
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-1-B
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Conforme
Observations : À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis un plan avec l'ensemble des bornes des 3 implantations. Il a été constaté la présence des bornes 6 – 7 – 8 – 9 – 10 concernant les parcelles AS 43 et AS 44 lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-4-D
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. Les extractions sont menées sur les parcelles cadastrées AS n° 28, 32, 36 à 38, 43 et 44. La profondeur maximale d'extraction sera de 7,5 m par rapport au terrain naturel.
Constats : Le plan de phasage ne correspond pas à l'exploitation actuelle. L'exploitant n'a pas adressée au préfet une demande de modification du phasage de la carrière.
Observations : Aucune exploitation n'a eu lieu sur la parcelle AS 38 ainsi que les parcelles AS 28 et AS 43. Actuellement seule une toute petite partie de la parcelle AS 44 est en cours d'exploitation. Le plan phasage ne correspond pas au plan de phasage inscrit dans l'arrêté d'autorisation. Celui-ci devra donc être actualisé ainsi que les valeurs S1, S2 et S3.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article IIIIII-5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : Aire de ravitaillement : Le ravitaillement et l'entretien de la pelle hydraulique sont réalisés sur un dispositif étanche équipé d'un volume de rétention permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets. Rejet en nappe souterraine : Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.
Constats : RAS
Observations : Le jour de l'inspection, aucun engin n'était présent sur le site. Aucune exploitation n'avait eu lieu depuis le mois d'août 2021. D'après l'exploitant, aucun ravitaillement et aucun entretien ne sont effectués sur le site d'exploitation. L'exploitant possède une installation de fabrication de tuiles à quelques mètres de la carrière. Il y effectue l'entretien et les réparations de l'engin. Aucune infrastructure n'est en présente sur ce site. L'inspection rappelle que si l'engin devait être stocké sur le site, il devrait être sur une zone de rétention prévue à cet effet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-5
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : POUSSIÈRES : L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. ACCÈS ET VOIES DE CIRCULATION : L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.
Constats : RAS
Observations : Le site est inexploité depuis août 2021. L'exploitation devrait reprendre en juin / juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-6
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture
Prescription contrôlée : CLÔTURE : En dehors des périodes d'activité, l'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent, tel que prévu par l'article IL. 1.A du présent arrêté. INFORMATION : Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.
Constats : L'exploitant devra ajouter des panneaux signalant les dangers sur les chemins aux abords de la carrière.
Observations : Lors de l'inspection, il a été constaté sur les chemins aux abords du site des panneaux signalant le danger cassés puis sur certaines parties, il en manquait. Pour entrée sur le site, il a été constaté la présence d'une chaîne et de pancartes indiquant le danger. A l'entrée du site, un panneau d'information indique la présence d'une carrière avec le nom de l'exploitant, le numéro de l'arrêté, le nom de la mairie où les documents sont consultables.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-7-B-a
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,- les bords de la fouille,- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- le positionnement des fronts. Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités. Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan susnommé. Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan pourra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan avec l'ensemble des éléments pour le suivi de l'exploitation. Le rapport annuel d'exploitation n'indique pas les écarts par rapport à l'arrêté d'autorisation.
Observations : À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis un plan de bornages avec le numéro des parcelles puis un autre plan avec les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres. Et enfin, un autre plan où est indiqué l'endroit de l'extraction sur la parcelle AS 44 ainsi que les parties en cours de remblaiement par des apports du site uniquement. Sur les plans présentés, il manque les bords de la fouille, les surfaces défrichées, décapées et remises en état, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, le positionnement des fronts. Dans le rapport annuel, l'exploitant ne mentionne pas les écarts avec le phasage réel et celui indiqué dans l'arrêté d'autorisation ainsi que les valeurs S1, S2 et S3.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-7-C-b
Thème(s) : Risques chroniques, Remblais
Prescription contrôlée : Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Aucun apport de matériau extérieur n'est autorisé sur le site. Les matériaux utilisés pour le remblayage ne doivent pas être susceptibles de relarguer une pollution par lixiviation. Sont prohibés notamment les végétaux, les déchets ménagers ou industriels, les papiers, les cartons, les plâtres, les déchets fermentescibles ou putrescibles.
Constats : Conforme
Observations : Lors de l'inspection de la parcelle AS 44, il n'a pas été constaté la présence d'apport de matériau extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet